

RETRAIT DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

La réforme de l'assurance-chômage voulue par le gouvernement d'Emmanuel Macron est une attaque terrible contre les salarié·e·s les plus précaires, celles et ceux qui alternent des contrats courts avec des périodes de chômage :

- **Plus d'un million de travailleurs·euses** verront leurs indemnités **baissées de 20%** en moyenne, cette baisse pourra aller jusqu'à 43% pour certain.e.s. Tout cela à cause d'un nouveau calcul du Salaire Journalier de Référence.
- **La durée du temps de travail** minimum pour ouvrir des droits passe de 4 mois à 6 mois, sur une période de **24 mois** au lieu de **28 mois**, dans un contexte où les emplois discontinus se multiplient et où le CDI devient un Graal inespéré...

Nous nous sommes battu.e.s contre cette réforme, à Orléans comme partout ailleurs en France. Après plusieurs mois d'occupations de théâtres, de manifestations, d'occupations de Pôle emploi, d'interpellations des élu·e·s, nous avons obtenu, le 22 juin dernier, la suspension de cette réforme injuste dénoncée à l'unanimité par tous les syndicats, et même le MEDEF !!

Le 1er Décembre, la réforme de l'assurance-chômage entre en vigueur par un coup de force du gouvernement

AU PRÉTEXTE que la situation économique s'est améliorée,

AU MÉPRIS des mobilisations qui ont eu lieu, de tous les avis convergents pour dénoncer son caractère profondément **inégalitaire**, et de l'UNEDIC même (gestionnaire de l'assurance chômage) qui a reconnu à demi-mot son **inefficacité**.

Un nouveau recours au Conseil d'Etat a été déposé par les syndicats le 17 Novembre dernier.

MAIS LE TEMPS N'ATTEND PAS.

ALORS QUE LES ESPRITS S'ÉCHAUFFENT À L'APPROCHE DE LA PRÉSIDENTIELLE, **FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX,**

INVITONS-NOUS DANS LE DÉBAT.

LE 4 DÉCEMBRE EST UNE **JOURNÉE NATIONALE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ** À L'APPEL DES ORGANISATIONS DE CHÔMEUR·SES.

RAPPELONS QUE CETTE RÉFORME EST LE SYMBOLE D'UNE SOCIÉTÉ OPULENTE QUI A FAIT LE **CHOIX DU CHÔMAGE**, LE CHOIX DE PRÉCARISER UNE PARTIE DE LA POPULATION POUR LE PROFIT D'UNE POIGNÉE.

Par ailleurs, nous soutenons pleinement la révolte des salarié·e·s guadeloupéen·ne·s et martiniquais·e·s qui se battent pour leur dignité, non pas seulement contre l'obligation vaccinale, mais bien contre la vie chère, l'explosion des inégalités et la condition sociale des plus précaires d'entre eux·elles (**en Guadeloupe 17% de la population n'a pas de travail et 1/3 de la population vit sous le seuil de pauvreté**).

En Guadeloupe, en Martinique comme en métropole, nous voulons :

- la préservation de notre assurance chômage acquise en 1958 par les luttes
- l'indemnisation de 100 % des chômeurs·ses
- des droits sociaux pour toutes et tous
- une véritable sécurité sociale
- des salaires décents !

RENDEZ-VOUS

SAMEDI 4 DÉCEMBRE à 15h00
PLACE CHARLES DE GAULLE À ORLEANS

